

DIPLOMATIE

La réunion du pacte de Varsovie

Tout débat sur les frontières nuit à la stabilité en Europe affirment les sept ministres des affaires étrangères

Dans un communiqué publié vendredi 27 octobre à l'issue de leur réunion de quarante-huit heures dans la capitale polonaise, les ministres des affaires étrangères du pacte de Varsovie ont réaffirmé avec vigueur le principe de l'intangibilité des frontières, de même que celui de la souveraineté des Etats.

« Toute tentative pour déstabiliser la situation, pour remettre en cause les frontières de l'après-guerre et reprendre le débat sur cette question, porterait atteinte au renforcement de la confiance, mais aussi à la stabilité en Europe », déclare le communiqué. Cette idée avait déjà été exprimée, sous forme de mise en garde, par le ministre soviétique des affaires

étrangères, M. Chevardnadze, dans son intervention devant l'Assemblée générale de l'ONU début septembre, puis par M. Gorbatchev lors de sa visite à Berlin-Est. Il ne s'agit pas seulement de l'intangibilité des frontières européennes, c'est-à-dire de leur remise en cause par la force, principe qui figure dans plusieurs documents internationaux, notamment ceux qu'a produits le processus d'Helsinki. C'est l'intangibilité de ces frontières que réaffirme le pacte de Varsovie, rejetant ainsi leur remise en question même pacifique et la réouverture d'un débat sur le sujet.

Cette déclaration vise l'Allemagne à un double titre : elle fait allusion à la fois aux revendications que formule une très petite partie de l'opinion allemande (pour l'essentiel des réfugiés originaires

de Silésie) sur les territoires situés à l'est de la frontière Oder-Neisse, aujourd'hui polonaise, et plus généralement au débat sur l'unité allemande.

Le communiqué du pacte de Varsovie souligne, d'autre part, « le droit de chaque nation à décider librement de sa politique dans les domaines social, de la politique et du développement économique ». Le communiqué ne fait, en revanche, aucune allusion aux relations économiques au sein du bloc de l'Est. Lors d'une conférence de presse, un responsable du ministère polonais des affaires étrangères, M. Boleslaw Kalski, a déclaré que les débats avaient fait apparaître des divergences sur ce point mais pas d'antagonisme. Il a reconnu que certaines questions sensibles, comme l'appel lancé il y a deux mois par la Roumanie en faveur

d'une intervention commune des pays membres pour empêcher la formation en Pologne d'un gouvernement dirigé par Solidarité, n'avaient pas été abordées.

D'autre part, M. Chevardnadze a accordé un entretien au quotidien de Solidarité Gazeta. Il y déclare notamment qu'il n'appartient pas à l'URSS de remettre en cause l'intervention du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie en 1968. « Nous ne pouvons désapprouver cette intervention qu'à l'issue d'une décision commune », a-t-il dit. C'est un problème délicat et difficile. J'estime inadmissible que quiconque impose ses vues sur cette question aux autres. Nous, en Union soviétique, nous tenons compte du fait que le Parti communiste et le gouvernement tchécoslovaques ont donné leur approbation, et nous la respectons. »

AN HCR

M. Jean-Pierre Hocké aurait été révoqué par le secrétaire général de l'ONU

M. Jean-Pierre Hocké aurait été révoqué de ses fonctions de haut commissaire aux réfugiés par le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, selon des diplomates en poste à Genève. M. Hocké a annoncé, jeudi 26 octobre, qu'il remettrait sa démission spontanément afin de ne pas gêner une enquête de l'ONU sur les accusations dont il fait l'objet (le Monde du 28 octobre). Il a précisé que cette démission « ne traduisait nullement un sentiment de culpabilité » et a qualifié de « diffamatoire à l'extrême » le document anonyme qui a circulé sur lui ces dernières semaines.

Des diplomates en poste à Genève ont cependant affirmé que M. Hocké n'avait pas l'intention de renoncer au poste qu'il occupe depuis quatre ans lorsqu'il était parti lundi dernier pour New-York, où il avait été convoqué par

M. Perez de Cuellar. L'ancien secrétaire général adjoint de l'ONU pour les affaires administratives, M. Patricio Ruedas, a passé la semaine dernière quatre jours à Genève pour examiner l'ensemble des dossiers du HCR et interroger les membres de son personnel.

Il a rendu compte de cette mission au secrétaire général à la fin de la semaine dernière. « Ce rapport a été déterminant », a déclaré l'un des diplomates, qui a ajouté : « Les nouveaux éléments recueillis par Ruedas ont été jugés suffisamment graves pour justifier le limogeage de Hocké en tant que chef d'une institution qui a obtenu deux fois le prix Nobel de la paix. » Une telle mise à l'écart par le secrétaire général — si elle est confirmée — est tout à fait exceptionnelle dans l'histoire des Nations unies. — (Reuters.)

EN BREF

■ M. Dumas à Moscou le 14 novembre. — Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, se rendra à Moscou le 14 novembre, et s'y entretiendra avec son collègue soviétique, M. Edouard Chevardnadze, à l'occasion de sources officielles, vendredi 27 octobre. Le ministre effectuera cette visite quelques jours avant de se rendre, en compagnie du président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, à Budapest et à Varsovie. — (AFP.)

■ ETATS-UNIS : « messe d'expatriés » pour un otage américain au Liban. — Les Etats-Unis ont de nouveau appelé, vendredi 27 octobre, à une libération de tous les otages au Liban, à l'occasion du quarante-deuxième anniversaire du plus ancien d'entre eux, le journaliste américain Terry Anderson. « Aucune cause politique ne peut justifier de tels actes criminels », a dit le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher.

Par ailleurs, une « messe d'expatriés » a été célébrée vendredi à

Washington pour l'anniversaire de Terry Anderson. — (AFP.)

■ EGYPTES : réactions favorables du Caire à la proposition Mitterrand. — Le ministre d'Etat égyptien aux affaires étrangères, M. Boutros Boutros-Ghali, a réagi favorablement, vendredi 27 octobre, à la proposition du président Mitterrand d'organiser une conférence euro-arabe à Paris (le Monde du 27 octobre). Le ministre a notamment qualifié cette initiative française de « constructive » et d'« étape importante pour le renforcement du dialogue Nord-Sud ». — (AFP.)

■ AFRIQUE DU SUD : démenti sur une coopération militaire avec Israël. — Les autorités sud-africaines ont démenti, vendredi 27 octobre, des informations données par la chaîne de télévision américaine NBC sur une coopération avec Israël dans le domaine de l'armement nucléaire (le Monde du 28 octobre). Un porte-parole du ministère de la défense a déclaré que les

A TRAVERS LE MONDE

CISJORDANIE

Les patriarches de Jérusalem empêchés de se rendre à Beit-Sahour

Les patriarches des Eglises catholique romaine, grecque orthodoxe et arménienne de Jérusalem n'ont pu se rendre, comme ils en avaient l'intention, vendredi 27 octobre, à Beit-Sahour, localité de Cisjordanie poursuivant une grève des impôts et soumise depuis cinq semaines à un blocus de l'armée israélienne, en raison des conditions imposées par les autorités, que les trois ecclésiastiques ont rejetées.

L'armée a refusé de laisser passer l'entourage de ces derniers, ainsi que trois camions de vivres destinés à la population. Les trois dignitaires ont alors fait demi-tour. « Ce qui se passe à Beit-Sahour est injuste. Ce n'est acceptable pour aucun homme d'Eglise et aucun homme de conscience », a, par la suite, déclaré Mgr Michel Sabbah (latin). — (AFP, Reuters.)

PAYS-BAS

M. Lubbers est chargé de former son troisième gouvernement

M. Rudd Lubbers, premier ministre chrétien démocrate sortant, a été chargé, vendredi 27 octobre par la Reine Beatrix, de former le nouveau gouvernement néerlandais. Celui-ci comprendra l'Appel chrétien démocrate (CDA) et le Parti du travail (PVDA, socialiste) au sein d'une coalition de centre gauche qui succèdera à la coalition de centre droit au pouvoir depuis 1982.

L'accord de gouvernement entre les deux partis, rendu public mercredi, est un compromis entre la continuité souhaitée par les chrétiens démocrates et le renouvellement prôné par les socialistes.

La composition du nouveau cabinet devrait être connue la semaine prochaine. Ce sera le troisième gouvernement de M. Lubbers. — (Corresp.)

SÉNÉGAL

Regain de tension à la frontière mauritanienne

La recrudescence de la tension sur le fleuve qui sépare le Sénégal de la Mauritanie inquiète les autorités de Dakar. A déclaré, vendredi 27 octobre, le ministre sénégalais des forces armées, M. Madoune Fall. Cette tension fait suite à l'expulsion par la Mauritanie de nombre de ses propres ressortissants, réfugiés au Sénégal depuis les incidents qui ont opposé les deux pays, provoquant plusieurs centaines de morts et qui ont entraîné, en août, la rupture des relations diplomatiques entre Dakar et Nouakchott.

La tension dans la région du fleuve Sénégal est essentiellement le fait des « expulsés mauritaniens » — d'origine peul pour la plupart — qui traversent le fleuve de nuit pour retourner chercher les biens ou les troupeaux qu'ils n'ont pu emmener avec eux lors de leur exode forcé. — (AFP.)

Il nous faut apprendre à être voix des sans voix



3^e RENCONTRES HUMANITAIRES INTERNATIONALES

PRÉSIDENCE DE MONSIEUR FRANÇOIS MITTERRAND
PRÉSENTÉES PAR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES AFFAIRES HUMANITAIRES

« La famille et l'enfant »
les 28, 29, 30 et 31 octobre 1989
Grenoble Alpes Congrès

A L'INVITATION D'ALAIN CARIGNON MAIRE DE GRENOBLE ET PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ISÈRE
EN COLLABORATION AVEC LA VILLE DE GRENOBLE, LE CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ISÈRE, ET LE CONSEIL RÉGIONAL RHÔNE-ALPES, ET AVEC LE SOUTIEN DU MINISTÈRE DE LA SOLIDARITÉ, DE LA SANTÉ ET DE LA PROTECTION SOCIALE, DU SECRÉTARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DES ACTIONS HUMANITAIRES, DU SECRÉTARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DE LA FAMILLE, DU SECRÉTARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DES HANDICAPÉS ET DES ACCIDENTÉS DE LA VIE, DU MINISTÈRE CHARGÉ DES PERSONNES AGÉES


POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS CONTACTER PINO FERRARI 76 40 43 44.

**Premières explorations
pour une réforme de la gèle**

36 17 Euridile. Parce que quand on a une entreprise en face de soi.....

.....il est parfois prudent de se renseigner sur sa véritable nature.

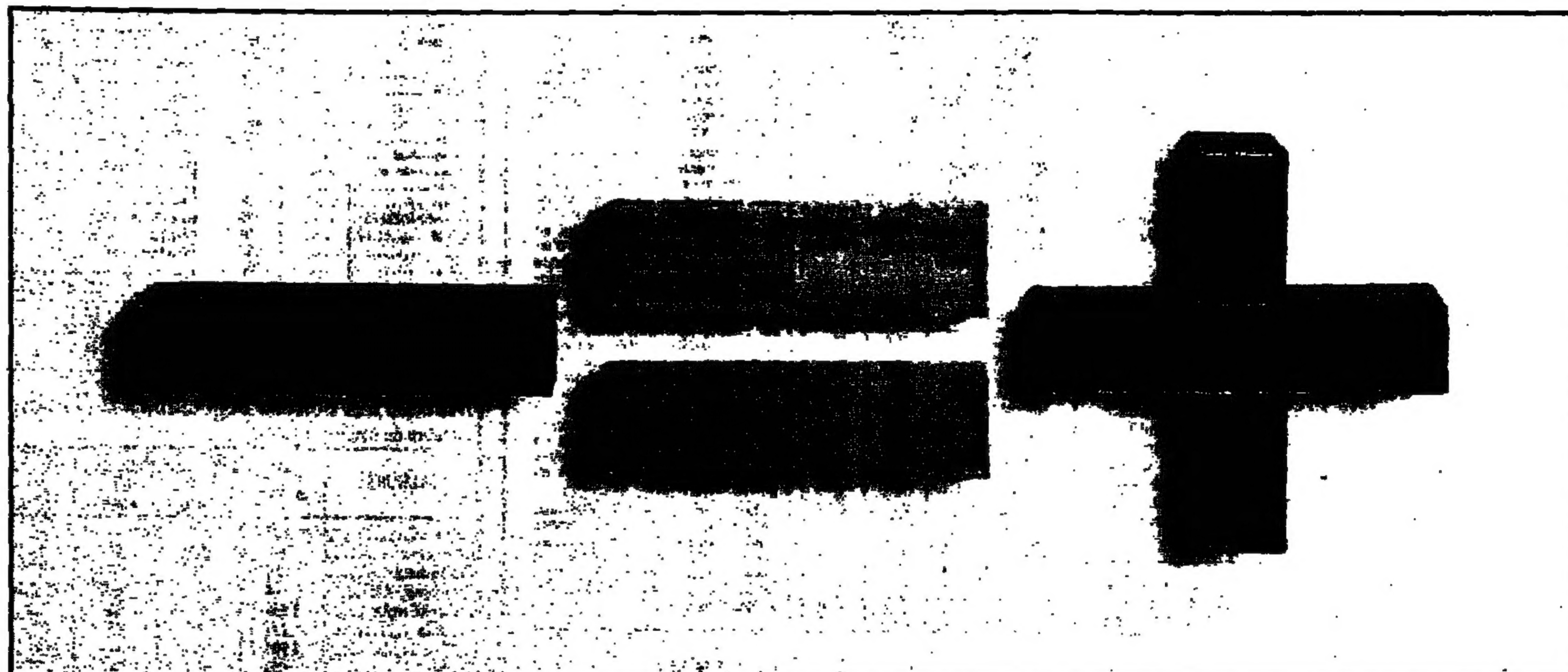


 Nom, adresse, forme juridique, capital, activité, P.D.G. ou gerant, établissements exploités, chiffres d'affaires pour les S.A. et S.A.R.L., éventuelles procédures collectives; pour 2,49 F par minute sur votre minitel, 36 17 EURIDILE vous ouvre instantanément les portes de 1 700 000 entreprises. Sur abonnement ou paiement par carte bancaire, il vous donne accès à des renseignements complémentaires: comptes et bilans, statuts des sociétés

3617 EURIDILE VOUS DIT À QUI VOUS AVEZ À FAIRE DANS LES AFFAIRES.

FONDS DE CAPITALISATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.

DES PLACEMENTS POUR DIMINUER
VOS IMPÔTS TOUT EN AUGMENTANT VOTRE CAPITAL.
VOILÀ UNE ÉQUATION QUI BOULEVERSE
QUELQUES IDÉES REÇUES.



Certaines idées semblent ne jamais devoir évoluer. Par exemple, vous êtes nombreux à penser encore qu'un bon rendement de votre capital entraîne nécessairement une hausse de vos impôts. Avec le démarrage de l'Europe financière, voilà une idée qui risque d'être dépassée.

En effet, grâce aux nouveaux Fonds Communs de Placement et SICAV de capitalisation de la Société Générale, il est aujourd'hui possible de valoriser votre capital tout en diminuant vos impôts. Que vous choisissiez des placements court terme tels Moné-Plus ou Capimonétaire, long terme tels Sogé-Plus ou Capioblig, ou Intercapi à vocation internationale, vous êtes exonérés d'impôt sur les revenus : ceux-ci sont automatiquement réinvestis et "capitalisés". Vous évitez aussi l'impôt sur les plus-values si le total de vos cessions annuelles de valeurs mobilières ne dépasse pas le seuil fixé annuellement.

Dans nos 2 000 agences en France, vous trouverez un conseiller à votre disposition, pour tout renseignement complémentaire.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
CONJUGUONS NOS TALENTS.

